

L'EMANCIPATEUR

SYNDICAT CGT DU VAR DES RETRAITÉS ET ANCIENS SALARIÉS
DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Mensuel n° 411 - Mai 2024

édito

Pour la justice sociale, pour la paix et contre les idées d'extrême-droite, tel était le mot d'ordre de la manifestation du 1er mai dernier. 1er mai qui, rappelons-le, est la journée internationale des travailleurs, et ce depuis 1886.

Si les médias s'étaient bien largement sur la montée des idées d'extrême-droite, ils ont par contre beaucoup plus silencieux sur la mobilisation grandissante qui s'y oppose et ce notamment dans le monde syndical. Ainsi un colloque à ce sujet s'est-il tenu à la bourse du travail de Paris le 16 avril dernier. Colloque qui réunissait pas moins que la CGT, la CFDT, l'UNSA et les syndicats allemands et Italiens de la DGB et de la CGIL.

« *Cette année, ni les actionnaires, ni les réactionnaires* », c'est en ces termes que Richard Romeo-Giberti, secrétaire général de l'UD CGT Var s'est exprimé dernièrement sur le plateau de BFM TV. Et il convient en effet de garder à l'esprit que l'extrême-droite n'est ni plus ni moins que le bras armé du Capital, notre adversaire de toujours.

Face à cela, si le 1er mai est chargé de symbolique, la mobilisation se doit d'être permanente et ce à tous les échelons. Du national, avec notre Fédération qui dénonce la multiplication des conflits armés dans le monde, plus proche de nous avec des mobilisations au sujet de l'amiante ou encore des personnels du Levant, encore plus proche avec les permanences du syndicat à Toulon comme à La Seyne, permanences en capacité de répondre aux moindres interrogations de nos adhérents.

Enfin, comment terminer cet éditto sans évoquer la RELAXE de notre camarade Jérémy Caillé, prononcée à Nîmes ! Une décision qui met fin à une procédure longue et injuste à l'encontre de notre camarade Jérémy et de la CGT. Une bien belle victoire qui en appelle d'autres et qui doit nous rappeler qu'aucun combat n'est perdu d'avance, notamment le COMBAT DE CLASSE.

Michel CANESTRELLI
Secrétaire Général

sommaire

- Edito **1**

- Alerte sur la situation
au sein du Ministère
des Armées **2**

- Ile du Levant

- Amiante :
rassemblement
- Les jours heureux **3**

- L'imposture RN
(épisode 10) **4**
- Agenda et activités
du syndicat **5**

- Un 1er mai varois
de luttes
- Permanences, recours,
syndicalisation **6**



Nîmes le 7 mai. Relaxe pour notre camarade Jérémy Caillé, une délégation de notre syndicat était présente.

L'EMANCIPATEUR - Tel : 04 94 18 94 57 - Fax : 04 94 18 94 58

Adresse postale : Retraités CGT Var Mindef - 13 avenue Amiral Collet - 83000 Toulon

Email : retraitescgtvarmindef@gmail.com - Directeur de la publication : Patrick Buvat

N° CPPAP 0326S07751 - Journal édité par nos soins.

Notre fédération CGT alerte sur la situation au sein du Ministère des Armées...

Contexte international tendu...

A l'occasion du dernier Comité Social d'Administration Ministériel (CSA/M) qui s'est tenu à Paris le 9 avril, la FNTE/CGT s'est inquiétée de la multiplication des conflits armés dans le monde.

Au-delà de l'Ukraine et de la Palestine, ce sont en effet une cinquantaine de situations de guerres qui sont recensées, semant l'horreur et la mort et précipitant les populations dans l'abîme. Pour la CGT, le risque est immense de tomber dans la spirale infernale de la multiplication des conflits et il est donc urgent d'imposer le droit international au service de la paix. Alors que le président de la République joue lui au va-t'en guerre, la France est devenue le deuxième exportateur d'armement devant la Russie, et le Ministre des armées se déclare prêt à réquisitionner l'outil industriel et ses personnels pour accélérer la production militaire et à prioriser les besoins militaires au détriment des besoins civils. Dans le même temps, toutes les décisions budgétaires et d'austérité prises depuis plusieurs mois, confirment l'économie de guerre annoncée. Dans ce type d'économie, l'argent public est massivement investi dans le militaire au mépris des besoins essentiels de nos concitoyens : santé, protection sociale, éducation

et services publics en général.

Des conséquences directes pour les établissements de soutien et les personnels civils...

C'est dans ce cadre que vient d'être annoncée une réforme de la Fonction publique qui, si elle se concrétisait, impacterait durement de nombreux personnels du ministère. C'est aussi dans ce cadre que les mesures RH au titre du présent budget, ne concernent quasiment que les personnels militaires, alors que les personnels civils représentent le quart des effectifs. Si ces mesures sont nécessaires, elles ne peuvent en aucun cas être destinées aux seuls militaires. Les mobilisations en cours à l'AIA de Cuers et au Levant, pour les déroulement de carrière et la reconnaissance, valident ce constat.

C'est encore dans ce cadre, que les conditions de travail, en lien avec son organisation, se dégradent partout dans les établissements, provoquant une aggravation de la souffrance au travail et une détérioration inquiétante de la santé men-

tales et physique. Proche de nous, le récent conflit au CMG de Toulon en est un témoignage éloquent.

C'est toujours dans ce cadre, que plusieurs établissements continuent de subir réorganisations, restructurations et coupes dans les effectifs avec à la clé les risques d'externalisations de missions et de pertes de compétences : le Service du Commissariat des Armées (SCA), le Service Infrastructure de la Défense (SID ex. DTM) et le Service de Santé des Armées (SSA).

Même la Cour des comptes y voit là « une limite atteinte dans les politiques menées jusqu'à ce jour et qui pèsent sur le fonctionnement des services »... C'est sans dire !

Pour la CGT, le constat est alarmant et nécessite de stopper cet engrenage mortifère à bien des égards. Et comme toujours, l'intervention des personnels sera déterminante. Mais cette situation ne doit-elle pas nous inciter à travailler à des mobilisations intergénérationnelles ACTIFS et RETRAITÉS du Ministère ?

Michel RENOUF

Ile du Levant : la DGA tergiverse...

La fédération CGT interpelle le ministre !

Fort mobilisation unitaire des personnels de la DGA/EM du Levant depuis plusieurs mois. En question, plusieurs revendications autour de l'indemnité de sujétion. Alors que les salariés affichent une détermination et une solidarité exemplaire, que le taux de grévistes témoigne d'un rapport de force conséquent la DRH de la DGA joue

la montre... Plus de 2 mois pour répondre à un courrier envoyé le 1er février avec une réponse reçue le... 9 avril et sans apporter de solution sérieuse et immédiate.

Alors que le contentieux revendicatif est bien connu et que la DGA dispose des moyens pour apporter les solutions adéquats au conflit, elle tente le pourrissement du conflit.

Face à cette situation de blocage, notre FNTE/CGT a interpellé par courrier du 15 avril, le ministre des Armées pour qu'il intervienne directement et rapidement afin de régler ce contentieux et ramener la sérénité et permettre la reprise des activités du site dans de bonnes conditions.

Amiante : rassemblement devant la préfecture du Var



C'est à l'appel de l'ASAVA que plusieurs dizaines de salariés de l'Arsenal se sont rassemblés le 17 avril pour exiger, au travers d'une motion remise en préfecture, une égalité de traitement des dossiers de « préjudice d'anxiété ».

En effet, une décision du conseil d'état d'avril 2022, impose un délai de prescription de 4 ans à/c du 21 décembre 2021. Disposition qui a entraîné le rejet des

demandes de 150 personnels de l'arsenal de Toulon alors que plusieurs centaines ont été validées avant cela et pour des motifs similaires... Inacceptable pour l'ASAVA et la CGT.

Plusieurs membres du bureau de notre syndicat ont participé à cette action qui, vraisemblablement n'était pas la dernière.

Les jours heureux

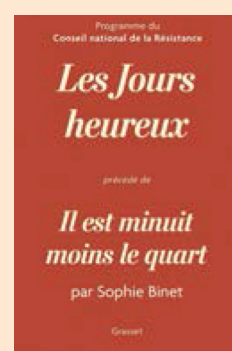
Alors que la guerre fait rage en Europe et que l'Allemagne nazie occupe la France, des hommes se réunissent dans l'ombre pour ériger les fondations d'une société nouvelle. L'action militaire n'est pas tout, il faut aussi préparer l'avenir, inventer le jour d'après. Ce sera le rôle de l'état-major de la Résistance - le CNR – fondé par Jean Moulin, en mai 1943. En pleine clandestinité, les chefs des grands réseaux, les délégués des principaux de partis politiques, de droite comme de gauche, ainsi que les représentants des deux grandes confédérations syndicales de l'époque - la CGT et la CFTC – se réunissent et élaborent un projet économique et social pour la France du lendemain.

Le 15 mars 1944, le programme est entériné et publié sous le nom *Les Jours heureux*. Plus qu'une simple brochure militante, politique et éco-

nomique, c'est un idéal de vision et un changement radical de la France qui émergent. En son cœur, l'idée de solidarité et de mise en commun des richesses : service public, nationalisation, Sécurité sociale, droit à la retraite, accès aux soins, congés payés, liberté de conscience, presse indépendante des puissances de l'argent. Voici jetés les fondements de l'État providence et d'une société où l'intérêt particulier cède devant l'intérêt général.

Adopté à la Libération par le gouvernement provisoire du général de Gaulle, *Les jours heureux* ont façonné en profondeur notre pays. Mais cet héritage précieux est aujourd'hui en péril, grignoté par des politiques qui sapent son essence et affaiblissent les institutions démocratiques. D'où l'urgence de redonner à ce document historique exceptionnel toute la place qui lui est due, car sauver le passé, c'est sauver l'avenir..

Cette nouvelle édition des Jours heureux est précédée d'un texte inédit de Sophie Binet, secrétaire générale de la Cgt. **Un livre de combat, de rassemblement et d'espoir.**



Les Jours heureux, programme du Conseil national de la Résistance, précédé de **Il est minuit moins le quart** de Sophie Binet, 2024, éditions Grasset, 9 euros.

Commande : Boutique Matériel syndical, 263 rue de Paris, 93516 Montreuil cedex - 0155 82 81 00 - <https://materielsyndical.cgt.fr/>

Poursuivre le combat contre l'enfumage des extrême-droites

EN EUROPE, LE SYNDICALISME REMPART CONTRE L'EXTRÊME-DROITE...

Depuis maintenant 10 mois, « L'EMANCIPATEUR » s'est inscrit pleinement dans la campagne engagée par toute la CGT pour éclairer et dénoncer l'imposture sociale des extrême-droites.

Une véritable bataille idéologique, loin d'être terminée, tant la vaste entreprise de dédramatisation menée par le RN notamment, bénéficie de la complaisance de nombreux médias et de la « complicité stratégique » du capital et du gouvernement, dans un contexte d'attaques sans précédent sur nos conquêtes sociales et sociétales, mais aussi de la montée des inégalités.

Alors que nous sommes à quelques semaines de l'élection au parlement européen du 9 juin, en France comme dans de nombreux pays de l'U.E., les sondages (qui ne sont certes, que des sondages) pronostiquent une forte et inquiétante progression des réactionnaires de tous poils.

Totalement dans le moule ultralibéral en France et partout en Europe !

Il nous faut donc poursuivre et intensifier nos efforts pour expliquer partout, l'addiction des extrême-droites aux politiques néolibérales qui sont aujourd'hui la cause de toutes nos difficultés et dans tous les domaines : pouvoir d'achat, retraites, santé, protection sociale, fiscalité, démocratie, droits et libertés... Sujets évoqués dans les précédents numéros de notre journal. Partout en Europe, les partis natio-

nalistes, tout en se présentant « antisystème » et défenseurs des classes populaires, poussent de plus en plus loin leur soumission au modèle capitaliste et donc, leurs contradictions.

Il suffit pour s'en convaincre, d'aller regarder, comme nous l'avons fait pour le RN chez nous, les programmes de ses alliés européens : « L'Alternative pour l'Allemagne » (AfD) et « Frères d'Italie », par exemple.

Le programme de AfD, c'est la baisse des impôts pour les plus riches et les sociétés, la fin de tout droit de succession, le renforcement du rôle des marchés au détriment de l'Etat, la « déportation » (!) massive des migrants, la suppression

des protections des locataires, la diminution du revenu minimum et des prestations de la protection sociale, jugée surdimensionnée !... **Toute ressemblance avec le RN... n'est absolument pas fortuite !**

Le programme de « Frères d'Italie », qui est caractérisé par sa brutalité sociale avec un engagement strict pour les politiques ordolibérales décidées à Bruxelles, est déjà largement mis en œuvre depuis l'accession de Giorgia Méloni à la présidence du Conseil italien : loi travail et suppression du revenu de citoyenneté, politique d'austérité accompagnée de la casse des services publics, coupes budgétaires drastiques dans les ministères et les collectivités locales



Colloque à la bourse du travail de Paris le 16 avril

combinées à un plan de privatisations, durcissement des conditions de départ à la retraite, réduction de moitié du fonds d'aide aux dépenses énergétiques pour les plus précaires, suppression de la taxe sur les voitures de luxe, subventions au secteur privé, façonnage des médias aux ordres... ! **Là encore, « toute ressemblance... !**

Le syndicalisme européen se mobilise pour construire la digue...

Mais pour contrer cette montée en puissance des extrême-droites, toutes au service de la préférence... patronale et du capital, les syndicats européens se mobilisent. C'est dans ce cadre qu'un colloque s'est tenu à la bourse du travail de Paris le 16 avril avec la CGT, la CFDT, l'UNSA et les syndicats allemands et Italiens de la DGB et de la CGIL. L'objectif est de créer les conditions pour lutter ensemble, dans l'unité, contre cette influence croissante de ces partis conservateurs et nationalistes dans le monde du travail. Les risques d'infiltration des syndicats, les politiques d'austérité, les politiques salariales, la question du travail, la transition écologique, la protection sociale, l'affaiblissement des partis politiques traditionnels qui fait le lit de l'extrême-droite, la négation du rôle des syndicats

sur les questions sociétales, les stratégies pour empêcher les luttes sociales globales... Autant de problématiques posées au syndicalisme européen !

Pour nos organisations syndicales, il est donc crucial de créer un véritable rapport de force. Cela va impliquer la poursuite de l'information des travailleurs et des peuples pour déconstruire leurs discours trompeurs, et démontrer que leurs projets politiques sont au service des marchés. Dans le même temps, des efforts importants sont à faire en

matière de formation des militants et les actions de terrain doivent être multipliés.

Alors, syndicats, militant(e) ou syndiqué(e), nous avons collectivement et individuellement, la responsabilité de poursuivre et amplifier cette bataille contre leur « ripolinage social ».

Le danger est réel et imminent, et nous ne pourrons pas dire que nous ne savions pas !

Michel RENOUF



Agenda et activités du syndicat

Mardi 30 avril : réunion du bureau 10 présents et 1 excusé.

Mardi 7 mai : participation d'une délégation du syndicat au rassemblement de soutien à Jérémie Caillé au tribunal de Nimes.

Lundi 13 mai : réunion de la Commission exécutive du syndicat.

Mardi 28 mai : anniversaire des 80 ans du CNR. Journée d'étude organisée par l'UD.

Jeudi 30 mai : congrès de l'UL de La Garde. Participation d'une délégation du syndicat.

Un 1er mai varois **de lutte et festif**



En ce mercredi 1er mai 2024, la pluie et le vent n'ont pas découragé les varois et les varoises ! C'est pour exprimer leur colère et leurs revendications qu'ils ont bravé les intempéries. Ils sont descendus dans la rue, Pour la paix, pour la justice sociale et contre les

idées d'extrême-droite...

La manifestation unitaire a rassemblé près de 1000 personnes à Toulon, 120 à Draguignan et 50 à Montferrat. Les défilés se sont terminés par un moment convivial autour d'un apéro fraternel.

Permanences - Recours - **Syndicalisation**

La permanence hebdomadaire, tenue à la bourse du travail de La Seyne par Daniel Desmeules et Henri Gramondo, celle mensuelle à Toulon par Myriam Pellat et Jean François Vicens, sont à disposition des retraités et anciens salariés du Ministère de la Défense. En lien étroit avec le syndicat Cgt du Var des retraités et anciens salariés du Ministère de la Défense, elles recueillent les adhésions, les cotisations et traitent les divers problèmes que les syndiqués et sympathisants peuvent rencontrer (sur la retraite, déclaration d'impôts, ...).

Notre administration (CMG, SPA La Rochelle, CDC Bordeaux) vérifie les états annuels de travaux insalubres et conteste leur validation par l'établissement, notre syndicat est à même d'accompagner les syndiqués

concernés dans leurs démarches.

La faiblesse d'une riposte collective, aussi bien locale que nationale, sur ce thème, nous implique une riposte individuelle.

Concernant le calcul de la retraite définitive, face aux erreurs de cette administration (qui ne sont pas exceptionnelles), nous sommes à même de vérifier les décisions et calculs de l'administration.

Ainsi, nous pouvons aider nos syndiqués et sympathisants aussi bien pour les recours contentieux que juridiques – quelques fois un courrier bien rédigé et bien adressé peut suffire pour obtenir satisfaction.

Une seule condition – être syndiqué (e) – car cela représente des frais de constitution de dossiers et permet de bénéficier d'un accord de partenariat avec le cabinet d'avocats pour les recours juridiques.

Plus nous aurons d'adhérents, plus notre syndicat sera influent, d'où l'importance d'une continuité syndicale efficace, pas pour se faire plaisir mais par nécessité.

Notre syndicat est de par nature un organisme vivant où les idées, les expériences, peuvent se confronter – c'est sa diversité qui fait sa richesse – et lorsqu'il peut y avoir un désaccord, la démission n'est pas la meilleure attitude à adopter, car elle a pour conséquence de l'affaiblir et de fait pénaliser ceux qui en ont besoin.

ATTENTION : Les permanences de La Seyne seront suspendues du 11 juillet 2024 inclus au 29 août inclus.

Reprise le 5 septembre 2024.

Henri GRAMONDO